	Macron	Hamon - Jadot	Melenchon
Institutions	lancer dans toute l'Union européenne des conventions démocratiques dès la fin 2017 des listes européennes pour élire les 73 eurodéputés correspondant aux sièges britanniques au Parlement européen une Europe à plusieurs vitesses	Mettre un terme au fonctionnement à l'unanimité du Conseil	Dans ses "10 mesures emblématiques", Jean-Luc Mélenchon propose un "Plan A" pour "proposer une refondation démocratique, sociale et écologique des traités européens par la négociation". Pour peser, JLM fait le pari de bloquer le fonctionnement de l'UE et de rallier les pays du Sud à sa bannière.
Traité sur la stabilité, la coordination et gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG) = Pacte budgétaire	restaurer la crédibilité de la France auprès de l'Allemagne, en rétablissant les comptes publics, en six mois, afin de mettre en place par la suite une véritable politique d'investissement, et plus de solidarité dans la zone euro besoin d'une politique de solidarité et de relance. avoir un budget, avec une possibilité de lever des fonds. investir dans l'éducation, les transports, etc.	alliance inter-étatique, politique et sociétale pour imposer un moratoire sur le Pacte de stabilité et le TSCG jusqu'à l'approbation d'un pacte de stabilité réformé. Ce nouveau traité exclura les dépenses d'investissement du calcul du déficit et introduira une logique de coordination et de coopération entre Etats pour tenir compte du cycle économique.	En cas d'échec des négociations, la France irait vers un "Plan B", dédié à "affronter l'Union européenne. Théorisée après la crise grecque de 2015, cette stratégie se traduirait par "une sortie immédiate des traités européens" En 2012, il souhaitait déjà sortir du traité de Lisbonne, critiquant une "dérive autoritaire de l'Union européenne", "concentrant le pouvoir entre les mains d'institutions non élues".
déficit public / dettes politique monétaire		audit et mutualisation de tout ou partie des dettes européennes. annulation de la dette accumulée depuis 2008 par les pays membres les plus endettés et détenue par les Etats membres de l'UE (afin de desserrer l'étau qui étouffe les pays du Sud), mettant la dette supplémentaire accumulée depuis la crise financière «dans un fonds commun» européen et en «mutualisant le taux d'intérêt». que les Etats soient solidaires en se portant caution mutuellement sur leur dette actuelle et en émettant pour l'avenir une dette commune.	
Plan de relance européen	Buy European Act" permettant de réserver l'accès aux marchés publics européens aux entreprises qui localisent au moins la moitié de leur production en Europe. Un marché unique numérique	lancement d'un plan d'investissement de 1 000 milliards pour financer la transition énergétique, financé à la fois par la contribution des Etats, la mise en place d'un mécanisme incitatif pour les investissements privés et la suppression des subventions au secteur de l'énergie fossile.	

Zone Euro / BCE	un budget pour la zone euro avec 3 fonctions : investissements d'avenir, assistance financière d'urgence et réponse aux crises économiques. L'accès à ce budget sera conditionné au respect de règles communes en matière fiscale et sociale (pour éviter le dumping au sein de la zone euro). Créer un poste de ministre de l'Economie et des Finances de la zone euro, qui aura la responsabilité du budget de la zone euro, sous le contrôle d'un Parlement de la zone euro, rassemblant les parlementaires européens des Etats membres	faire évoluer les statuts de la BCE et faciliter le financement direct de la dette des Etats. créer une « assemblée de la zone euro » : chambre parlementaire comprenant 100 à 150 membres, représentant chaque pays en proportion de la population et des groupes politiques ne nécessiterait pas l'unanimité des pays de la zone euro mais l'accord des quatre pays représentant 77% de la population européenne, soit l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne. réorienter les mesures de « Quantitative Easing » de la BCE vers le rachat ou la garantie par la BCE de prêts BEI fléchés vers la transition énergétique, les transports du quotidien, le numérique.	
emploi	respecter les règles de l'espace Schengen mise en place d'un socle de droits sociaux européens, en définissant des standards minimums en matière de droits à la formation, de couverture santé, d'assurance chômage ou de salaire minimum (à des niveaux tenant compte de l'inégal développement des Etats membres).	mise en place d'un SMIC européen à 60% du salaire moyen, réviser la directive sur les travailleurs détachés.	la libre circulation et le libre-échange vus comme le fer de lance d'une uniformisation - vers le bas - des standards de protection des travailleurs et des consommateurs.
Commerce international	Ratifier le CETA. mettre en place au niveau européen un instrument de contrôle des investissements étrangers en Europe pour préserver nos intérêts et secteurs stratégiques, à l'instar de ce que font les Etats-Unis ou la Chine ou de ce qui existe en France. créer un « procureur commercial européen », pour vérifier le respect des engagements pris par nos partenaires et sanctionner rapidement leur violation, notamment en matière sociale, environnementale ou fiscale. Une politique commerciale qui défend les préférences et les valeurs européennes. intégré dans tous les accords commerciaux de l'UE un volet de coopération fiscale ainsi que des clauses sociales et environnementales contraignantes (en abaissant en priorité les tarifs douaniers sur les biens et services « propres » et en instituant des sanctions commerciales en cas de violation des clauses sociales et environnementales.	s'opposer aux accords de libre-échange tels que le TAFTA et le TISA, et refuser la ratification du CETA.	"refuser les traités de libre-échange: le traité transatlantique TAFTA entre l'UE et les États-Unis, CETA avec le Canada et le traité TISA de libéralisation des services".

	la mise en place des comités de vigilance associant des représentants d'associations et d'ONG au cours de la négociation, puis pour l'application des accords commerciaux et l'évaluation de leur impact.		
politique agricole	rendre la politique agricole commune plus protectrice et plus réactive, en mettant en place des mécanismes de stabilisation des revenus adaptés à chaque filière (subvention contra-cyclique, régulation de la production…) et en favorisant une agriculture plus respectueuse de l'environnement.	négociation au niveau européen pour qu'une partie de la Politique Agricole Commune soit consacrée au financement des agriculteurs prêts à adopter le modèle agro-écologique. Ce modèle réduit l'usage des engrais et autres intrants, préserve les ressources naturelles et recourt aux circuits courts notamment.	
Europe de l'énergie	réformer le marché carbone européen, en agissant par la fixation d'un prix plancher de la tonne de carbone, condition d'une transition énergétique efficace et équitable pour les entreprises.	Une Union énergétique qui met en œuvre les objectifs de l'Accord de Paris, avec un grand plan d'investissement dans la transition de 1 000 milliards d'euros dans un premier temps	
fiscalité	pas un projet ambitieux d'harmonisation fiscale et sociale à 27, mais l'avoir à 19 ou au sein de quelques-uns dans la zone euro	avancer vers la convergence fiscale et lutter efficacement contre l'évasion fiscale freiner l'optimisation fiscale avec la mise en place du reporting par pays : les multinationales déclareraient publiquement leur activité dans chaque Etat. Complèter la directive européenne sur le sujet devant entrer en vigueur en 2018 mettre en place la taxe sur les transactions financières afin de doter la zone euro d'un budget et d'une Assemblée propres. créer un nouvel impôt européen pour les "GAFA et les multinationales" afin d'augmenter le budget de l'UE. ne plus faire reposer ce dernier sur les seules contributions de ses états membres.	

migrations	développer des accords globaux avec les principaux pays de départ et de transit des migrants, fondés sur une aide au développement, l'installation de points de contrôle dans ces pays avant l'arrivée dans l'UE, l'aide à la lutte contre les passeurs et le retour des migrants non autorisés à entrer dans l'UE	réformer la Convention de Dublin et créer des visas humanitaires pour une politique migratoire digne et solidaire . mettre fin aux "règles de Dublin qui font reposer le poids de l'accueil des réfugiés sur les pays aux frontières de l'Europe". propose une "clé de répartition" des demandeurs d'asile entre les pays membres de l'UE. Une répartition "imposée" aux Etats en "fonction de leur capacité".	Peu favorable à l'installation des réfugiés en France, il recommande d'éteindre "l'une après l'autre les causes de leur départ : la guerre et la misère".
frontières européennes / politique internationale	renforcer le corps de police des frontières européen, en lui donnant une capacité de surveillance et de protection durables. objectif de 5 000 hommes mobilisables par la nouvelle Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes.	reprendre le processus de paix et de garantir l'intégration d'Israël dans son environnement régional et débloquer la situation au Proche Orient, la France reconnaîtra l'État de Palestine.	
Sécurité / défense	Europe de la défense fondée sur des coopérations concrètes créer un Fonds européen de défense qui financera des équipements militaires communs (ex. drone européen) et des programmes conjoints de recherche-développement en matière militaire. mettre en place un Quartier Général européen permanent chargé d'assurer une planification et un contrôle des opérations de défense européenne, en lien étroit avec les centres de commandement nationaux et l'OTAN. créer un Conseil de sécurité européen rassemblant les principaux responsables militaires, diplomatiques et du renseignement des Etats membres coopération spécifique entre les Etats membres qui souhaitent avancer ensemble sur les questions de défense sans attendre la participation de tous les pays de l'UE. coopération policière et judiciaire à l'échelon européen. système d'information européen pour faciliter les actions de renseignement : une base de données centralisée avec un échange obligatoire d'informations, accessible aux services de renseignement des différents Etats membres. renforcer et harmoniser la sécurité des cartes d'identité (biométrie).	renforcer les "états-majors européens et les brigades binationales" ainsi que de mutualiser les moyens alloués aux renseignements pour aboutir à une "agence de renseignement européenne". exclure le budget de la défense du calcul du déficit au sens des critères de Maastricht. la France ne devrait en aucun cas être pénalisée dans son effort de défense par les règles de gouvernance budgétaire de la zone euro. Dans un contexte où l'Amérique de Trump va se désengager du continent européen, l'UE doit prendre ses responsabilités et se donner les moyens de son autonomie stratégique et opérationnelle. vers "une défense européenne commune" et la création d'un "FBI européen".	